



Banque mondiale

1. Vue d'ensemble

Portée par la flambée des prix du pétrole, la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) continue de connaître une forte croissance économique. Au cours des cinq dernières années, le taux de croissance du produit intérieur brut de la région a été supérieur à 6,1 % par an¹. Depuis 2002, le taux régional de croissance par habitant s'établit en moyenne à 4,1 %, soit plus du double de celui des années 90 et le meilleur niveau enregistré depuis les années 70.

La région a accompli, en matière de croissance, des progrès qui ont eu d'importantes retombées sur la création d'emplois, l'un des plus grands problèmes de développement auxquels est elle est confrontée. Les pays de la région se trouvent au sommet d'une courbe fortement ascendante de croissance de la main-d'œuvre qui s'établit à 3,4 % en moyenne par an². Alors que la main-d'œuvre croît sans cesse, le chômage, qui frappait 14,3 % de la population active en 2000, a été ramené à 10,8 % à la fin de 2005. En outre, la plupart des nouveaux emplois de la région ont été créés dans le secteur privé, ce qui constitue une importante avancée pour une région où la création d'emplois, surtout à l'intention d'une population de plus en plus scolarisée, est devenue la pierre de touche pour évaluer les résultats économiques.

Toutefois, le tableau de l'amélioration des résultats économiques est plus nuancé que ne le laissent croire les indicateurs de la région. Dans un contexte où le taux moyen de croissance du monde en développement s'établit en moyenne à 7,1 % par an depuis 2002, la région MENA — bien qu'étant la principale source d'un produit de base dont les prix atteignent des niveaux records — a été nettement surclassée, en dépit d'une plus forte croissance de son économie. Qui plus est, l'amélioration de la croissance de l'économie régionale depuis le boom pétrolier n'a pas été égale. Dans l'ensemble, les pays aux ressources rares ont peu bénéficié des retombées de ce boom, les mécanismes de transfert de ses effets favorables étant considérablement gênés par ses conséquences négatives sur les plans externe et budgétaire, lesquelles se manifestent sous forme d'alourdissement de la facture des importations et d'accroissement des subventions énergétiques.

¹ Le calcul de ce taux ne tient pas compte de l'Irak.

² Taux moyen de croissance annuelle de la main-d'œuvre pour la période 2002-2007

Nombre de pays de la région ont accompli manifestement des progrès longtemps attendus sur le plan des réformes visant à créer un environnement global plus propice à la croissance de l'économie. Tous les pays pour ainsi dire ont adopté d'importantes mesures pour éliminer les entraves aux échanges. Les droits de douane ont été ramenés, à l'échelle régionale, d'une moyenne simple de 20 % en 2000 à 13 % en 2007, ce qui a permis d'enregistrer les plus grandes avancées dans le domaine de la réforme du commerce au cours de cette période. Sur le front de la réforme des entreprises, toutefois, en dépit de l'adoption de diverses stratégies pour améliorer le climat de l'investissement, notamment des interventions ciblant des secteurs précis, de vastes réformes des politiques et l'amélioration des services essentiels pour les investisseurs grâce à la libéralisation du secteur des services, les pays de la région perdent collectivement du terrain par rapport au reste du monde, se classant au 29^e centile en ce qui concerne la réforme du climat des affaires depuis 2003. S'agissant de la gouvernance, la région a certes soutenu de manière générale le rythme des réformes entreprises de par le monde pour améliorer la qualité de l'administration publique, mais chose peut-être plus importante, bon nombre de ses pays ont commencé à s'attaquer au problème des réformes qui s'imposent depuis longtemps et qui visent à améliorer l'obligation de rendre compte et l'ouverture des institutions publiques.

Nonobstant la poursuite de la croissance et les résultats obtenus en matière de réforme, l'augmentation des prix alimentaires constitue un risque grandissant de vulnérabilité pour les pays de la région. Le renchérissement des produits alimentaires représente un risque croissant de vulnérabilité pour les pays de la région, surtout dans un contexte où les filets de sécurité sont mal ciblés. En outre, la double flambée des prix pétroliers et alimentaires a mis en lumière la pratique des prix généreusement subventionnés sur le marché intérieur, qui menace tout particulièrement la situation financière des économies aux ressources rares de la région. Le degré de vulnérabilité à la pauvreté est des plus élevés dans la région, un grand nombre de personnes vivant près (mais au-dessus) du seuil de pauvreté. Dans l'ensemble, si moins de 2 % de la population régionale vivent avec moins d'un dollar par jour, quelque 20 % disposent de moins de 2 dollars quotidiennement pour vivre³ (les chiffres correspondants sont respectivement de 3 % et 43 % pour l'Égypte, contre 10 % et 45 % pour le Yémen). Avec une si forte concentration de grands segments de la population autour du seuil de pauvreté, le renchérissement des denrées alimentaires représente un grave risque de pauvreté à plus grande échelle dans la région.

Certes, l'essentiel du paysage économique de la région a changé pour le mieux, mais l'évolution de la conjoncture mondiale appelle à une certaine prudence. Les marchés financiers (et autres) mondiaux sont entrés dans une phase d'incertitude accrue. Si la région n'a été que légèrement touchée jusqu'ici, le ralentissement généralisé de l'économie des États-Unis (et d'ailleurs) est cependant susceptible d'y avoir des incidences, sous forme de resserrement du crédit et d'autres instruments, dans les mois et les années à venir.

³ Estimation de 2004, tirée de l'édition 2007 des Indicateurs de développement dans le monde.

1.1 L'aide de la Banque mondiale

Durant l'année en cours, bien des pays de notre région ont éprouvé des difficultés dans le cadre de la poursuite de leurs efforts visant à atténuer les effets de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Les effets des problèmes mondiaux continuant de se faire sentir, plus particulièrement sur les groupes vulnérables, les efforts du Groupe de la Banque mondiale resteront axés sur l'amélioration de la gouvernance et des programmes destinés aux personnes vulnérables, parallèlement à l'élimination des entraves au développement du secteur privé.

Dans les communautés touchées par un conflit, la stratégie du Groupe de la Banque mondiale est de reconstruire l'infrastructure et les institutions essentielles pour le développement socioéconomique, ainsi que de financer la fourniture des services aux groupes mal desservis. Dans les pays IDA, le Groupe vise à renforcer les capacités institutionnelles, tout en aidant les pouvoirs publics à combler les lacunes prioritaires des secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Dans les pays à revenu intermédiaire de l'ensemble de la région, le Groupe a concentré son assistance technique et son concours financier sur : a) le soutien du rythme des réformes économiques et l'amélioration des programmes de sécurité sociale ciblant les communautés pauvres, b) la promotion du développement du secteur privé, c) l'amélioration de l'intégration de la région dans l'économie mondiale, d) le renforcement de la gouvernance et des institutions, et e) l'appui à la gestion des nouveaux projets d'infrastructure.

Toutes les quatre institutions formant le Groupe de la Banque mondiale coordonnent leur appui à la réalisation des priorités régionales en matière de croissance et de développement : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) fournit aux pays à revenu intermédiaire de la région des financements en faveur des projets, des produits de gestion des risques et d'autres services financiers ; l'Association internationale de développement (IDA) accorde des prêts sans intérêt et des dons à deux pays à faible revenu de la région (Yémen et Djibouti) ; la Société financière internationale (IFC) a étendu son portefeuille régional pour couvrir la prise de participation, les prêts, les garanties et les services-conseils aux entreprises privées ; et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), l'organe du Groupe de la Banque qui assure contre le risque politique, dispose de projets actifs dans un nombre de pays.

Durant l'exercice 08, qui s'est achevé le 30 juin, le Groupe de la Banque mondiale a engagé un montant 1,77 milliard de dollars sous forme de prêts et de dons aux pays de l'ensemble de la région MENA. Les bénéficiaires de ces fonds les affectent à plus de 29 projets conçus pour améliorer le climat de l'investissement et doter les pauvres de moyens de se prendre en main, tout en atténuant les risques associés aux problèmes mondiaux. Les engagements de la BIRD au titre de l'exercice de 08 ont totalisé 1,2 milliard de dollars, les prêts étant ventilés comme suit : 506 millions au profit du secteur privé, 100 millions de dollars en faveur de la gouvernance, 325 millions de dollars destinés au secteur de l'énergie, 100 millions de dollars visant à appuyer le développement urbain, 120 millions de dollars destinés au secteur de l'eau, et 11,5

millions de dollars en faveur des projets dans les domaines de l'éducation et de la protection sociale. Au cours du même exercice, les engagements de l'IDA ont totalisé 53 millions de dollars accordés au Yémen pour stimuler la croissance du secteur non pétrolier, améliorer les résultats en matière de développement humain, renforcer la viabilité budgétaire et s'attaquer aux problèmes de la durabilité de l'utilisation des ressources naturelles. Djibouti et le Yémen ont reçu des dons d'urgence d'un montant total de 15 millions de dollars du Fonds fiduciaire mondial créé en réponse à la crise alimentaire. La Cisjordanie et Gaza ont bénéficié de cinq prêts totalisant 183 millions de dollars.

Pour appuyer une croissance impulsée par le secteur privé dans la région, l'IFC continue d'exploiter de nouvelles opportunités d'investissement et d'étendre les services-conseils afin d'améliorer la création d'un environnement plus propice aux affaires. Les investissements de l'IFC dans la région se sont accrus de 1,4 milliard de dollars, couvrant 50 projets dans 12 pays durant l'exercice 08. S'agissant des services-conseils, les dépenses totales de l'IFC ont atteint 22 millions de dollars, soit une hausse substantielle par rapport au montant d'il y a trois ans qui s'élevait à 5,7 millions. Avec des garanties totalisant 430,7 millions de dollars, les engagements bruts de MIGA dans la région ont augmenté considérablement pour s'établir à 11 % au cours du présent exercice, conformément à la stratégie du Groupe de la Banque mondiale d'accroître le niveau de ses interventions dans la région. Durant cet exercice, un projet mis en œuvre à Djibouti a donné à la MIGA l'occasion d'adapter ses instruments traditionnels pour fournir une garantie à l'appui du financement des projets conformes à la charia.

2. Programmes d'aide et interventions prioritaires de la Banque mondiale dans la région MENA

Au cours de l'exercice 07, le Groupe de la Banque mondiale a fourni de l'assistance technique et financière en faveur de réformes ainsi que d'initiatives d'intervention d'urgence et de reconstruction dans la région MENA. La stratégie de la Banque mondiale décrit les enjeux transsectoriels dont l'incidence est prise en compte dans chacune des interventions appuyées par l'institution au niveau national, à savoir :

- la gouvernance
- le développement financier et du secteur privé
- l'éducation
- la gestion durable des ressources en eau
- l'aménagement de l'infrastructure, et
- la parité des sexes et la lutte contre l'exclusion.

2.1 Gouvernance

Sur le plan de la gouvernance, la région a également accompli des progrès, dont on peut déjà voir la preuve dans la croissance des investissements privés et dans le nombre d'emplois créés par le secteur privé au cours des dernières années. Cela dit, les effets durables de ces réformes des échanges et des entreprises, dans le contexte d'une

économie mondiale concurrentielle, demeurent limités par beaucoup d'obstacles institutionnels et administratifs.

Les pays de la région ont accompli des avancées notables en matière d'amélioration de la qualité de l'administration publique. Dès 2007, la région s'était hissée au niveau des moyennes mondiales en ce qui concerne l'efficacité du secteur public, ce qui s'explique par de nombreux progrès enregistrés dans les domaines de la lutte contre la corruption, de l'élimination des lacunes du système judiciaire, de l'amélioration des droits de propriété et de la rationalisation de la bureaucratie. Au-delà des améliorations apportées à la qualité de l'administration publique, la région a, de façon constante, mis en œuvre des réformes visant à instaurer une plus grande responsabilité et à renforcer la non-exclusion dans les politiques publiques. Bien que la région accuse encore du retard en matière d'obligation de rendre compte dans le secteur public, des mesures notables ont été adoptées dans ce domaine au cours des sept dernières années, tout particulièrement parmi les pays riches en ressources et les États importateurs de main-d'œuvre. Dans l'ensemble, de par ses efforts, la région se rapproche des pays du monde entier qui occupent le tiers supérieur de l'échelle de mesure des réformes de la gouvernance, les États importateurs de main-d'œuvre du Conseil de coopération de Golfe se classant parmi les pays du quart supérieur.

2.2 Développement financier et du secteur privé

L'un des aspects essentiels du rôle de la Banque dans la région est d'aider les pays à assurer une croissance plus rapide et plus durable, appuyée par un système financier qui fonctionne convenablement. Dans la région, la Banque mondiale concentre son assistance (technique et financière) sur l'élargissement de l'accès aux finances, en intervenant dans quatre domaines clés : i) la réglementation bancaire et l'intermédiation financière, ii) l'aménagement de l'infrastructure financière (systèmes de paiement, registre des crédits, gouvernance des entreprises), iii) la mise en place de marchés pour le financement à long terme (pensions, assurances, logement), et iv) le développement du marché de la dette et des actions. La stratégie d'aide de la Banque relative à ces domaines est de : 1) déterminer les forces et les faiblesses structurelles des systèmes existants, 2) fournir un appui à l'amélioration de l'intermédiation dans le secteur financier, grâce à la restructuration et / ou privatisation des banques, des compagnies d'assurance et des sociétés de crédit hypothécaire appartenant à l'État ; 3) renforcer les capacités en matière de supervision du secteur financier ; 4) aider à adopter des réformes juridiques et de la réglementation qui permettent d'établir et de maintenir des marchés financiers stables et concurrentiels ; et 5) appuyer l'amélioration de l'infrastructure financière.

Afin de soutenir l'action engagée par les pays pour instaurer un climat de l'investissement favorable aux entreprises, assurer une bonne gouvernance des entreprises et dynamiser le secteur financier, la Banque a effectué plusieurs évaluations du climat de l'investissement (en Algérie, en Égypte, au Liban, au Maroc, à Oman, en Arabie saoudite, en Syrie, au Yémen, en Jordanie, en Cisjordanie et Gaza, et bientôt en Libye) et lancé un nombre de programmes d'évaluation du secteur financier,

notamment des mises à jour (dans plus de 15 pays de la région depuis 1999), et elle a financé des travaux d'analyse, des activités d'assistance technique et des programmes de soutien axés sur les projets, pour aider ces pays à mettre en œuvre les réformes.

Le rapport phare régional sur le développement du secteur privé paraîtra bientôt. Ce rapport présentera des conclusions de recherche et des données probantes réunies après des années d'expérience en matière de fourniture de conseils aux gouvernements et au secteur privé sur la compétitivité et le développement du secteur privé. Il se concentrera sur le rapport entre gouvernance, responsabilité et développement du secteur privé.

Par ailleurs, la Banque met en œuvre un programme global de services-conseils et d'assistance technique à l'échelle de la région (du Maghreb aux pays du Golfe) pour aider à améliorer les résultats dans les domaines juridique, réglementaire et administratif. En outre, elle appuie et encourage les partenariats public-privé pour l'aménagement des infrastructures. Dans le cadre de bon nombre de ces activités, le Groupe de la Banque travaille en partenariat avec les autres bailleurs de fonds internationaux et bilatéraux (Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Union européenne, Banque européenne d'investissement, Agence de développement international des États-Unis et ministère britannique du Développement international).

2.3 Éducation

Le secteur éducatif revêt une importance capitale pour l'avenir de la région. Diverses parties prenantes régionales considèrent l'éducation comme le plus important défi de développement, et la réforme de l'éducation est l'une des priorités du programme de réformes de bon nombre de gouvernements de la région.

En 2008, les services chargés de la région ont rendu public un rapport régional sur l'éducation intitulé « The Road Not Traveled ». Ce rapport vise à aider les responsables politiques de la région à élaborer des stratégies éducatives plus efficaces, qui s'inspirent des expériences mondiales et régionales en la matière. Le rapport repose sur un nouveau cadre conceptuel qui devrait permettre d'accroître l'efficacité des initiatives de réforme, en soulignant le rôle déterminant des mesures incitatives et de l'obligation de rendre des comptes au public dans la réalisation des objectifs sectoriels.

Il ressort du rapport que les pays de la région MENA investissent certes dans l'éducation une proportion plus importante de leur produit intérieur brut que les autres régions du monde, mais il leur faut encore se doter de systèmes d'enseignement de grande qualité à tous les niveaux, ainsi que promouvoir un système d'éducation et de formation permanentes adapté aux besoins du marché du travail.

Ayant réussi à étendre les systèmes éducatifs pour couvrir la plupart des enfants admissibles, garçons comme filles, la région MENA est désormais prête à s'engager dans une nouvelle voie. Si les contours exacts de cette nouvelle orientation ne seront pas les mêmes pour chacun des pays, ceux-ci devront, sans exception et peu importe leur

situation initiale, passer de la « conception des intrants » à la « conception axée sur les résultats », en adoptant parallèlement des mesures incitatives, des mesures de responsabilité à l'égard du public ainsi que des mesures pour améliorer les réalisations du marché du travail.

Le rapport exhorte les gouvernements à mettre en œuvre des réformes du marché du travail ainsi que celles du système éducatif proprement dit. Dans la région MENA, l'intérêt que présente le marché du travail transcende nettement les frontières d'un pays donné, voire de la région, en raison des tendances migratoires et des possibilités d'emploi l'étranger.

L'amélioration des systèmes éducatifs est donc un important élément de la stratégie poursuivie par la Banque mondiale pour promouvoir un développement économique basé sur le savoir et faciliter la transition économique des pays de la région. La Banque travaille en particulier avec ces pays pour assurer un accès équitable à l'école et la rétention des cohortes ; améliorer la qualité et la pertinence de l'enseignement et de la formation à tous les niveaux ; renforcer les capacités en matière de gouvernance dans le domaine de l'éducation, tant dans le secteur public qu'au niveau des communautés locales ; accroître l'efficacité de la prestation des services d'éducation ; et améliorer la viabilité financière de l'investissement public dans le secteur éducatif. En outre, la Banque mondiale se préoccupe de plus en plus du sort des enfants défavorisés et de la jeunesse (les jeunes déscolarisés, les enfants qui travaillent, les handicapés) et elle encourage les pays de la région à mettre en place des programmes plurisectoriels pour que cette population puisse elle aussi avoir accès à un enseignement de qualité.

Pour répondre à des besoins variés et en évolution, la Banque effectue des transferts de connaissances et accorde des prêts. C'est ainsi qu'elle soutient notamment l'accès du Yémen et de Djibouti à l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée du programme Éducation pour tous, ainsi que le renforcement des capacités des systèmes d'éducation en Jordanie, en Tunisie et au Maroc pour les adapter à l'économie mondiale du savoir. Dans ces trois pays, les projets sont centrés sur l'amélioration de la qualité et de la pertinence de l'enseignement et l'introduction de la technologie dans les salles de classe. Les études sectorielles pour la Tunisie et le Maroc fournissent des éléments d'appréciation sur les coûts et les options de financement de l'enseignement supérieur, ce qui permet de jeter les bases d'un ambitieux programme de réformes.

2.4 Gestion durable des ressources en eau

La région MENA abrite 5 % de la population de la planète, mais elle dispose de moins d'un pour cent des ressources renouvelables en eau douce du monde. Si les quantités d'eau disponibles restent relativement constantes dans les pays de la région, la demande progresse rapidement, ce qui entraîne des taux de prélèvement qui dépassent les limites tolérables et une dégradation de l'état de l'environnement.

Les services d'eau et d'assainissement se sont considérablement développés dans la région, mais les services d'utilité publique sont handicapés par de nombreux

problèmes : détérioration de l'infrastructure, mauvaise qualité des services et, dans bien des cas, insuffisance de l'offre. Les services sont subventionnés partout à l'exception de deux pays, ce qui accentue encore les pressions qui s'exercent sur les budgets publics. L'irrigation absorbe plus de 80 % de l'eau disponible dans la région et elle est souvent utilisée pour des cultures de faible valeur.

Les déterminants de la réforme de l'eau se trouvent en dehors des sous-secteurs traditionnels de l'eau, et ils changent d'une façon qui pourrait ouvrir un espace pour les réformes, lesquelles se sont révélées jusqu'à présent si difficiles à engager, à condition toutefois qu'il existe des mécanismes de bonne gouvernance. La mise en place d'un système de gestion souple de ce genre impliquera de maîtriser les problèmes techniques, de construire des institutions capables de s'adapter à la diversité des situations et d'élaborer des structures de responsabilité transparentes, fondées sur la cohésion sociale.

Dans la région MENA, la Banque mondiale s'attache principalement à étendre et à améliorer les services d'approvisionnement en eau et de gestion de l'eau, en engageant et en intensifiant des activités (par exemple au Maroc, en Égypte, en Cisjordanie et Gaza, en Irak, au Yémen et à Djibouti) et en mettant à profit le dialogue sectoriel dans les pays où elle a noué des partenariats depuis longtemps (Maroc, Cisjordanie et Gaza et Yémen par exemple). Durant l'exercice 08, la Banque mondiale a financé de nouveaux projets d'approvisionnement en eau totalisant 229,5 millions de dollars, dans le but de :

- ***Étendre les services aux pauvres du milieu urbain.*** La Banque a mis en œuvre plusieurs projets de développement municipal, de réaménagement (Maroc, Tunisie et Yémen) et d'infrastructure communautaire (Jordanie).
- ***Décentraliser la fourniture des services.*** La Banque a continué d'encourager la décentralisation des services d'approvisionnement en eau, en aidant à créer des entreprises publiques indépendantes qui se chargent de la prestation de ces services dans les petites villes et les villages (Yémen, Algérie et Jordanie).
- ***Étendre les services de collecte et de traitement des eaux usées.*** Dans bien des pays de la région, la priorité actuelle du secteur est d'améliorer les conditions sanitaires des zones urbaines, grâce à la collecte et au traitement des eaux usées (Yémen et Maroc par exemple).
- ***Élargir l'accès aux services d'eau et d'assainissement en milieu rural.*** Le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en zone rurale a reçu le moins d'appui à l'investissement, et cette aide a généralement été fournie au titre des fonds sociaux ou dans le cadre de programmes plurisectoriels dans le secteur agricole
- ***Améliorer les résultats des services publics.*** La Banque se concentre sur la réforme des services d'utilité publique et l'amélioration du financement du secteur de l'eau, grâce principalement à l'extension des partenariats public-privé. Des opérations d'approvisionnement en eau et d'assainissement en

milieu urbain sont en cours dans sept des 12 pays. Des contrats de gestion ont été conclus avec succès en Jordanie et en Cisjordanie et Gaza, et ils sont en préparation pour le Yémen qui a enregistré des progrès dans la privatisation des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

- **Assurer une gestion efficace des ressources en eau.** Plusieurs projets de gestion des ressources en eau ont été lancés et se concentrent sur la gestion des eaux souterraines, la gestion et le suivi de la demande de l'eau, la planification des ressources hydriques au niveau des bassins et des aquifères, la protection de l'environnement, la coordination intersectorielle et d'autres questions. L'an dernier, il a été approuvé un prêt à l'appui de la politique de l'eau au Maroc qui permet de s'attaquer aux problèmes liés à la gouvernance sectorielle et aux services.
- **Améliorer l'efficacité de l'irrigation.** Des projets mis en œuvre dans plusieurs pays (Égypte, Yémen, Maroc, Tunisie et Irak) permettent de s'attaquer aux questions, entre autres, d'efficacité de l'utilisation de l'eau et de l'énergie dans l'irrigation, de décentralisation de la responsabilité en matière de gestion au profit des associations d'agriculteurs, des politiques d'établissement des prix, et de réutilisation des eaux usées traitées.

2.5 Aménagement de l'infrastructure

La Banque mondiale cherche à répondre à la demande non satisfaite en matière d'extension et de modernisation de l'infrastructure des pays de la région, en fournissant de l'assistance technique et de l'aide financière pour :

- i) aménager une infrastructure de meilleure qualité qui permettra d'élargir l'accès aux marchés et aux services publics et, partant, d'améliorer la compétitivité économique ;
- ii) encourager la viabilité financière à long terme dans les secteurs infrastructurels, grâce à la réforme et au renforcement des capacités ;
- iii) mettre en œuvre des stratégies de gestion qui permettent d'assurer une utilisation efficace des rares ressources en eau ;
- iv) encourager une utilisation efficace et durable des recettes pétrolières dans les pays producteurs de pétrole, tout en généralisant le recours aux sources d'énergie renouvelables et vertes ; et
- v) promouvoir l'intégration de la région dans l'économie mondiale ainsi que les échanges intrarégionaux, grâce à des moyens de transport propres et efficaces.

L'appui de la Banque mondiale à l'aménagement de l'infrastructure dans la région est octroyé sous forme d'une combinaison de services de conseil et de prêt fournis aux secteurs de l'énergie, du développement urbain et des transports. Les prêts à l'appui de l'infrastructure ont atteint 767 millions de dollars durant l'exercice 08, contre 993,5 millions de dollars au cours de l'exercice 07 et 589 millions de dollars pendant l'exercice

06, et une moyenne de 232 millions de dollars entre les exercices 02 et 05. Le niveau de demande des prêts à l'appui de l'infrastructure est le plus élevé en Égypte et au Maroc, mais il est également important dans les autres pays.

Le secteur énergétique connaît la plus forte croissance des prêts, dont le montant moyen est passé de 6 millions de dollars durant les exercices 02-05 à environ 315 millions de dollars pendant l'exercice 06 et 325 millions de dollars au cours de l'exercice 08. La Banque mondiale a par ailleurs octroyé des dons en faveur du développement de l'énergie totalisant 67,8 millions de dollars (gestion des services d'électricité de la Bande de Gaza, centrale thermique de Kureimat Solar en Égypte, développement de marchés de l'énergie éolienne en Jordanie).

2.6 Parité des sexes et lutte contre l'exclusion

Les pays arabes de la région MENA ont accompli des progrès considérables dans l'élimination des disparités entre les sexes dans les secteurs sociaux. L'accès des femmes aux services de santé et d'éducation s'est sensiblement élargi. Les inégalités entre les sexes au niveau de la participation à la vie économique et politique restent cependant profondes.

La stratégie de la Banque mondiale privilégie l'amélioration des droits des femmes et des possibilités économiques qui leur sont offertes, en élargissant leur accès :

- a) aux ressources publiques, grâce à une budgétisation tenant mieux compte de l'égalité entre les sexes ;
- b) aux marchés de l'emploi, aux compétences et aux avantages sociaux ; et
- c) à l'actif, grâce à l'entreprenariat.

D'importants progrès ont été réalisés au cours de l'exercice écoulé. À Djibouti, au Yémen et au Maroc, la problématique hommes-femmes est intégrée dans l'analyse des dépenses publiques et le dialogue sur ce sujet.

Le combat contre les inégalités sur les marchés du travail constitue une caractéristique majeure de l'appui de la Banque mondiale au programme d'action pour l'égalité entre les sexes. En Jordanie, ces efforts ont permis de cerner et de supprimer quelques-uns des obstacles figurant dans la loi nationale et qui entravent le travail des femmes et l'amélioration de la protection sociale. Au Maroc, les données d'analyse tendent à indiquer que la participation des femmes au marché du travail a en fait baissé de 5 %, et ce pendant une période où le gouvernement a accompli de grands progrès dans l'amélioration des droits de la femme. Cette situation s'expliquait par le fait que les femmes travaillaient principalement dans des secteurs ayant subi des pertes d'emplois ou affichant un très faible taux de création de nouveaux emplois.

Le rapport régional de la Banque mondiale sur l'entreprenariat féminin a fourni des éléments probants qui viennent à point nommé et montrent que les femmes jouent déjà un important rôle dans les économies arabes. Plus d'une entreprise sur huit appartient à une femme (13 %). Les entreprises appartenant à des femmes sont quasiment identiques à

celles des hommes du point de vue de l'âge ou du régime de propriété, du secteur, de la taille, de la complexité, du potentiel d'exportation, des investissements directs étrangers et de la diversification. Ces entreprises ont en outre tendance à recruter davantage de femmes, plus particulièrement à des postes professionnels. Ce travail d'analyse a fait connaître l'entrepreneuriat féminin dans nombre de forums et de débats sur l'élaboration des politiques. Le Partenariat pour l'entreprise privée — MENA a en outre fourni une formation fort utile aux femmes entrepreneurs.

3. Penser à l'avenir

Pour relever les divers défis auxquels est confrontée la région, la Banque mondiale s'emploiera à appuyer les objectifs de développement à long terme propres à chaque pays. Dans le contexte des six systèmes stratégiques de la Banque, les services chargés de la région MENA au sein de l'institution intensifieront leurs efforts visant à définir les priorités et les domaines dans lesquels le concours de celle-ci offre un avantage comparatif.

Au début de 2008, des consultations ont été engagées avec les organisations arabes, notamment la Ligue arabe, les banques régionales de développement et d'autres parties prenantes clés, afin de trouver des moyens d'agir pour faire avancer le développement humain et économique tout en réduisant la pauvreté. La Banque mondiale cherche par ailleurs des moyens de renforcer sa collaboration avec les organisations de la société civile et le secteur privé en tant que parties prenantes clés de ce processus.

Mise à jour : septembre 2008

Contact médias :

Dina El Naggar, MNA Ext

Tél. : (202) 473-3245

Courriel : delnagggar@worldbank.org